

de la construction et sont en incapacité de travail, et qui sont licenciés pendant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 et ont atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 30 juin 2021 et au moment de la fin du contrat de travail.

Les secteurs peuvent conclure une convention collective de travail sectorielle en application de la présente convention.

Moyennant cette convention collective de travail, les travailleurs qui remplissent ces conditions et qui sont licenciés avant le 1^{er} juillet 2021 pourront, s'ils remplissent les conditions fixées à l'article 22, § 3, alinéas 4 et 5 de l'arrêté royal du 3 mai 2007, solliciter une dispense de la disponibilité adaptée lors de leur inscription comme demandeur d'emploi et ce jusqu'au 31 décembre 2022 si, au moment de leur demande, ils ont atteint l'âge de 62 ans ou s'ils justifient de 42 ans de passé professionnel.

Pour cette période, les secteurs qui souhaitent appliquer le régime dérogatoire lié à l'âge en application de l'article 3, § 3, alinéas 7 et 8 de l'arrêté royal doivent se référer explicitement à la présente convention en application de leur convention collective de travail.

CHAPITRE III. — Entrée en vigueur et durée de la convention

Art. 4. La présente convention est conclue pour une durée déterminée.

Elle produit ses effets le 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 28 avril 2019.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202077]

28 AVRIL 2019. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 140 du 23 avril 2019, conclue au sein du Conseil national du Travail, fixant, à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 140 du 23 avril 2019, reprise en annexe, conclue au sein du Conseil national du Travail, fixant, à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

en arbeidsongeschikt zijn en die worden ontslagen tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 en de leeftijd van 59 jaar of ouder bereikt hebben uiterlijk op 30 juni 2021 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

De sectoren kunnen een collectieve arbeidsovereenkomst op sector-niveau sluiten met toepassing van deze overeenkomst.

Door middel van die collectieve arbeidsovereenkomst kunnen de werknemers die voldoen aan die voorwaarden en die voor 1 juli 2021 ontslagen worden, indien ze voldoen aan de in artikel 22, § 3, vierde en vijfde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 bepaalde voorwaarden, een vrijstelling van aangepaste beschikbaarheid aanvragen bij hun inschrijving als werkzoekende, en dat tot 31 december 2022 indien ze, op het ogenblik van hun aanvraag, de leeftijd van 62 jaar bereikt hebben of 42 jaar beroepsverleden bewijzen.

Voor die periode moeten de sectoren die de afwijkende regeling in verband met de leeftijd met toepassing van artikel 3, § 3, zevende en achtste lid van het koninklijk besluit, willen toepassen, uitdrukkelijk verwijzen naar deze overeenkomst met toepassing van hun collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding en duur van de overeenkomst

Art. 4. Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021 en treedt buiten werking op 31 december 2022.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 2019.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202077]

28 APRIL 2019. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 140 van 23 april 2019, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2021 en 2022, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 140 van 23 april 2019, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2021 en 2022, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 140 du 23 avril 2019

Fixant, à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd (Convention enregistrée le 23 avril 2019 sous le numéro 151404/CO/300)

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, tel que modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 2014;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17duodevicies du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17vicies du 17 décembre 1997 enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17vicies sexes du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300, n° 17tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300, et n° 17tricies sexes du 27 avril 2015, enregistrée le 27 avril 2015 sous le numéro 126893/CO/300;

Vu la convention collective de travail n° 143 du 23 avril 2019 fixant l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd;

Vu la convention collective de travail n° 113 du 27 avril 2015 fixant, à titre interprofessionnel pour 2015-2016, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, enregistrée le 19 mai 2015 sous le numéro 126897/CO/300;

Vu la convention collective de travail n° 122 du 21 mars 2017 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, enregistrée le 7 avril 2017 sous le numéro 138665/CO/300;

Vu la convention collective de travail n° 132 du 23 avril 2019 fixant, à titre interprofessionnel pour 2019 et 2020, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd;

Considérant les accords conclus au sein du Conseil national du Travail;

Considérant l'avis n° 2.130 émis par le Conseil national du Travail le 23 avril 2019;

Considérant que l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise a prévu de relever, à partir d'une date fixée après avis du Conseil national du Travail, la condition d'âge pour l'octroi d'un régime de chômage avec complément d'entreprise pour les travailleurs occupés dans le cadre d'un travail de nuit mais que ce même arrêté royal prévoit qu'il peut y être dérogé à condition que la limite d'âge inférieure à 60 ans soit fixée, pour la période 2021-2022, dans une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal;

Considérant qu'en exécution des accords conclus au sein du Conseil national du Travail, les partenaires sociaux se sont engagés à conclure une convention collective de travail en vue de prolonger de six mois, en l'adaptant, le dispositif dérogatoire lié à la condition d'âge prévue à l'article 3, § 3, alinéa 7 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 et que cet accord porte à 60 ans l'âge d'accès pour l'octroi d'un régime de chômage avec complément d'entreprise à partir du 1^{er} juillet 2021;

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 140 van 23 april 2019

Vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2021 en 2022, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen (Overeenkomst geregistreerd op 23 april 2019 onder het nummer 151404/CO/300)

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17vicies sexes van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17tricies sexes van 27 april 2015, geregistreerd op 27 april 2015 onder het nummer 126893/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 143 tot vaststelling van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 113 van 27 april 2015 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2015-2016, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, geregistreerd op 19 mei 2015 onder het nummer 126897/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 122 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, geregistreerd op 7 april 2017 onder het nummer 138665/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 132 van 23 april 2019 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2019 en 2020, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen;

Overwegende de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden;

Overwegende het advies nr. 2.130 dat de Nationale Arbeidsraad op 23 april 2019 heeft uitgebracht;

Overwegende dat artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, vanaf een datum bepaald na advies uitgebracht door de Nationale Arbeidsraad, voorziet in de verhoging van de leeftijdsvoorwaarde voor de toekenning van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor werknemers die gewerkt hebben in het kader van nachtarbeid, maar dat krachtens datzelfde koninklijk besluit ervan kan worden afgeweken, mits de leeftijdsgrens onder de 60 jaar voor de periode 2021-2022 is vastgesteld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard;

Overwegende dat, ter uitvoering van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden, de sociale partners er zich toe hebben verbonden een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten om de afwijkende regeling in verband met de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 3, § 3, zevende lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007, met aanpassing ervan te verlengen met 6 maanden en dat die akkoorden de toegangsleeftijd voor de toekenning van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 60 jaar brengen vanaf 1 juli 2021;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises;
- "De Boerenbond";
- la Fédération wallonne de l'Agriculture;
- l'Union des entreprises à profit social;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;

ont conclu, le 23 avril 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I^{er}. — *Portée de la convention*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est conclue en vue de donner exécution à l'article 3, § 3, alinéas 7 et 8 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Elle a pour objet de fixer, pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs âgés licenciés, qui ont été occupés dans un métier lourd.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention s'applique aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

CHAPITRE III. — *Cadre interprofessionnel déterminant l'âge applicable aux travailleurs licenciés qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd*

Art. 3. Pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs licenciés ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd est fixé à 59 ans.

Le travailleur doit être licencié au plus tard le 30 juin 2021 et avoir atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 30 juin 2021 et au moment de la fin du contrat de travail.

Commentaire

La présente convention collective de travail fait usage de la faculté de prolonger, en l'adaptant, le dispositif dérogatoire lié à la condition d'âge prévue par l'article 3, § 3, alinéa 8 de l'arrêté royal du 3 mai 2007.

La présente convention est valable pour une période de deux ans, son champ d'application étant cependant limité aux travailleurs ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, et qui sont licenciés pendant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 et ont atteint l'âge de 59 ans ou plus au plus tard le 30 juin 2021 et au moment de la fin du contrat de travail.

Les secteurs peuvent conclure une convention collective de travail sectorielle en application de la présente convention.

Moyennant cette convention collective de travail, les travailleurs qui remplissent ces conditions et qui sont licenciés avant le 1^{er} juillet 2021 pourront, s'ils remplissent les conditions fixées à l'article 22, § 3, alinéas 4 et 5 de l'arrêté royal du 3 mai 2007, solliciter une dispense de la disponibilité adaptée lors de leur inscription comme demandeur d'emploi et ce jusqu'au 31 décembre 2022 si, au moment de leur demande, ils ont atteint l'âge de 62 ans ou s'ils justifient de 42 ans de passé professionnel.

Pour cette période, les secteurs qui souhaitent appliquer le régime dérogatoire lié à l'âge en application de l'article 3, § 3, alinéas 7 et 8 de l'arrêté royal doivent se référer explicitement à la présente convention en application de leur convention collective de travail.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur et durée de la convention*

Art. 4. La présente convention est conclue pour une durée déterminée.

Elle produit ses effets le 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 28 avril 2019.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers :

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen;
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;
- De Boerenbond;
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen;
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België;

op 23 april 2019 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I. — *Draagwijdte van de overeenkomst*

Artikel 1. Deze overeenkomst is gesloten om uitvoering te geven aan artikel 3, § 3, zevende en achtste lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

Zij heeft tot doel voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 de leeftijd vast te stellen vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers die zijn tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

HOOFDSTUK III. — *Interprofessioneel kader tot vaststelling van de leeftijd die van toepassing is op de werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen*

Art. 3. Voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 wordt de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, vastgesteld op 59 jaar.

De werknemer moet ontslagen worden uiterlijk op 30 juni 2021 en de leeftijd van 59 jaar of ouder bereikt hebben uiterlijk op 30 juni 2021 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst maakt gebruik van de mogelijkheid om de afwijkende bepaling in verband met de leeftijdsvoorwaarde bepaald in artikel 3, § 3, achtste lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 met aanpassing ervan te verlenen.

Deze overeenkomst is geldig voor een periode van 2 jaar, waarbij het toepassingsgebied ervan evenwel beperkt is tot de werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 en de leeftijd van 59 jaar of ouder bereikt hebben uiterlijk op 30 juni 2021 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

De sectoren kunnen een collectieve arbeidsovereenkomst op sectorniveau sluiten met toepassing van deze overeenkomst.

Door middel van die collectieve arbeidsovereenkomst kunnen de werknemers die voldoen aan die voorwaarden en die voor 1 juli 2021 ontslagen worden, indien ze voldoen aan de in artikel 22, § 3, vierde en vijfde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 bepaalde voorwaarden, een vrijstelling van aangepaste beschikbaarheid aanvragen bij hun inschrijving als werkzoekende, en dat tot 31 december 2022 indien ze, op het ogenblik van hun aanvraag, de leeftijd van 62 jaar bereikt hebben of 42 jaar beroepsverleden bewijzen.

Voor die periode moeten de sectoren die de afwijkende regeling in verband met de leeftijd met toepassing van artikel 3, § 3, zevende en achtste lid van het koninklijk besluit, willen toepassen, uitdrukkelijk verwijzen naar deze overeenkomst met toepassing van hun collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding en duur van de overeenkomst*

Art. 4. Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021 en treedt buiten werking op 31 december 2022.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 2019.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202078]

28 AVRIL 2019. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 141 du 23 avril 2019, conclue au sein du Conseil national du Travail, instituant, pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande du Conseil national du Travail;
Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 141 du 23 avril 2019, reprise en annexe, conclue au sein du Conseil national du Travail, instituant, pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 141 du 23 avril 2019

Institution, pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, d'un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue (Convention enregistrée le 23 avril 2019 sous le numéro 151405/CO/300)

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel, telle que modifiée notamment par la loi du 27 décembre 2012 contenant le plan pour l'emploi;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise tel que modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 2014;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17duodevicies du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17vicies du 17 décembre 1997, enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17vicies sexes du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202078]

28 APRIL 2019. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 141 van 23 april 2019, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 van een stelsel van bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;
Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 141 van 23 april 2019, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 van een stelsel van bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
K. PEETERS

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 141 van 23 april 2019

Invoering voor de periode van 1 januari 2021 tot 30 juni 2021 van een stelsel van bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen (Overeenkomst geregistreerd op 23 april 2019 onder het nummer 151405/CO/300)

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord, zoals met name gewijzigd door de wet van 27 december 2012 houdende tewerkstellingsplan;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het